

Acheteur : Commune de Pessac

**Marché de maîtrise d'œuvre pour la
réhabilitation de la Tour 08 avec un
changement de destination en vue
d'une répliquabilité et aménagement de
la coulée verte reliant le quartier au
centre-ville et au domaine universitaire**

Règlement de la consultation

**Numéro de la
consultation :2024QDD_PESSAC**

Dialogue compétitif en application des articles L2124-4, R2124-3, R2124-5 du Code de la commande publique

Date et heure limites de remise des candidatures : le 16 décembre 2024 à 16h00

Visite facultative : 29/11/2024 après-midi

Identification du pouvoir adjudicateur

Domofrance

75 avenue de Saige

33600 Pessac

Le projet décrit dans le présent RC fait l'objet d'une co-maîtrise d'ouvrage sur le fondement de l'article L. 2422-12 du code de la commande publique entre la Ville de Pessac et Domofrance.

Domofrance est le maître d'ouvrage désigné.

Table des matières

ARTICLE 1 : Acheteur	5
1.1	5
ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
2.1 Contexte de la consultation	5
2.2 Objet de la consultation	5
2.3 Classification CPV pertinente (vocabulaire commun pour les marchés publics)	6
2.4 Délai d'exécution et durée du marché	6
2.5 Allotissement	7
2.6 Lieu d'exécution	7
ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	7
3.1 Étendue de la consultation et mode de passation	7
3.2 Transmission du dossier de consultation des entreprises	7
3.3 Visite facultative	8
3.4 Renseignements complémentaires de la part des candidats	8
3.5 Modifications de détail au dossier de consultation de la part du Pouvoir adjudicateur	9
3.6 Délai de validité des offres	9
3.7 Prime participation dialogue	10
3.8 Variantes	10
ARTICLE 4 : CONDUITE DU DIALOGUE COMPÉTITIF	10
4.1 Conditions générales de la procédure du dialogue compétitif	10
4.2 Déroulement du dialogue compétitif	10
4.2.1 Sélection des candidatures	11
4.2.2. Modalités du dialogue	11
4.2.3. Clôture du dialogue et remise des offres finales	13
4.2.4. Mise au point des composantes du marché	14
4.3. Calendrier prévisionnel de la procédure	14
4.4. Autres implications de la participation du programme Quartier de Demain	15
4.4.1. Calendrier des réunions à portée nationale	15
4.4.2. Valorisation des travaux des candidats	16
ARTICLE 5 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	16
5.1 Pièces de candidature	17
5.1.1 Pièces pour l'admission	17
5.2 Pièces de l'offre : contenu des propositions, puis des offres finales	19

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES PUIS DES OFFRES	20
6.1 Candidatures / Offres transmises par voie électronique	20
6.2 Copie de sauvegarde	21
ARTICLE 7 : ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	21
7.1 Examen des candidatures	21
7.2 Jugement des offres finales	23
ARTICLE 8 : RECOURS	24

ARTICLE 1 : Acheteur

1.1 Identification de l'acheteur

Le représentant du pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent marché est le Président de Domofrance

Nom, adresses et point(s) de contact :

Adresse du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Numéro de téléphone : 01 40 81 10 35

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1 Contexte : cadre de la Consultation internationale Quartiers de demain

La consultation internationale Quartiers de demain, lancée à l'initiative du Président de la République, a pour ambition de mobiliser l'innovation et l'excellence architecturale, urbaine et paysagère afin d'accélérer la transformation de dix quartiers et de capitaliser à l'échelle nationale en faveur de la politique de la ville. Elle permettra la réalisation de projets en capacité d'entraîner un effet levier sur l'ensemble du quartier voire au-delà, en offrant une réponse aux attentes des habitants et une contribution exemplaire à la transition écologique

L'expérimentation est au cœur de la consultation internationale et sera soutenue tant au cours de la consultation que de la période d'incubation, à travers notamment l'innovation constructive et programmatique, le renouvellement des modes d'implication des habitants, le renforcement des continuités écologiques, et la programmation et la conception de projets décarbonés et durables.

Fruit d'un dialogue interministériel, le programme Quartiers de demain est porté par le ministère de la Culture et le ministère du Logement et de la Rénovation urbaine. Il est conduit par le groupement d'intérêt public Europe des projets architecturaux et urbains, en partenariat avec l'Agence nationale de la cohésion des territoires, l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, la Cité de l'architecture et du patrimoine, la Banque des territoires et le Conseil national de l'ordre des architectes.

Les candidats sont invités à prendre connaissances des informations relatives à la consultation internationale sur le site internet porté par le GIP EPAU à l'adresse suivante : <https://quartiers-de-demain.archi.fr>

2.2 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la passation d'un marché de maîtrise d'œuvre comprenant les caractéristiques telles que définies ci-après :

Descriptif du projet

Le projet consiste en la réhabilitation de la Tour 8 en changement de destination en vue d'une répliquabilité et l'aménagement de la coulée verte reliant le quartier au centre-ville et

au domaine universitaire à Pessac. La coulée verte a pour ambition d'assurer le lien entre la coulée verte du Pontet, soit depuis le centre-ville de Pessac, et celle partant du bois de Saige et se poursuivant sur le domaine universitaire. Ce lien manquant est indispensable pour relier Saige au reste de la ville et au-delà offrir au quartier un nouvel espace public d'envergure. Celui-ci doit non seulement assurer la continuité écologique mais aussi offrir des espaces accueillants, ouverts à tous voire vivriers et de véritables îlots de fraîcheur. L'ambition de la programmation de la Tour 8 est de contribuer à la diversification de l'habitat et des fonctions du quartier en procédant à une réhabilitation lourde pour inclure une programmation mixte.

Le montant des travaux est estimé à 1 500 000 € HT maximum pour la coulée verte et 17 000 000 € HT pour la réhabilitation de la Tour 08 : 17 000 000 €.

Les intentions de projet ainsi que la nature et l'étendue de la mission de maîtrise d'œuvre qu'il est envisagé de confier à l'issue de la consultation sont décrites dans la fiche de site jointe en annexe au présent règlement.

Les compétences attendues sont les suivantes :

- Architecte mandataire
- Paysage
- Ingénierie TCE
- Economie de la construction
- Ingénierie VRD
- Programmation (dont expertise développement économique)
- Expertise en montage opérationnel
- Expertise prévention situationnelle

A noter également : Une compétence en patrimoine XX est attendue, qu'elle soit portée par le mandataire ou un membre du groupement. Une compétence en développement durable est attendue pour porter les études de conception idoines, tant en matière de parti architectural et d'aménagement que d'ingénierie. Une capacité à développer des installations de préfiguration et de prototypage des aménagements est aussi souhaitée.

Décomposition en tranches :

Les missions suivantes seront confiées au candidat à l'issue du dialogue compétitif, elles pourront être affinées dans le DCE :

En ce qui concerne Domofrance :

- En tranche ferme (marché conditionné à la faisabilité technique et économique du projet) : Mission de base de maîtrise d'œuvre complète pour la réhabilitation de la tour 08 (APS, APD, PRO-DCE, AMT, DET, AOR) et missions complémentaires (BIM, EXE partielle, OPC, SSI, prototypage, études thermiques réglementaires)
- En tranche optionnelle : Conseil et accompagnement en montage d'opérations immobilières complexes
- En tranche optionnelle : Mission d'accompagnement de la conception et du chantier en matière de réemploi

En ce qui concerne la Ville de Pessac :

- En tranche ferme : Mission de base de maîtrise d'œuvre complète pour l'aménagement paysager de la coulée verte (AVP pour la totalité, et PRO-DCE, ACT, DET, AOR au seul droit

de la Tour 08) et missions complémentaires (EXE OPC, demandes de branchements concessionnaires, étude des coûts d'exploitation, de surveillance et de maintenance, analyses en coût global de l'ouvrage et étude d'un système de gestion, urbanisme tactique et prototypage)

• En tranche optionnelle : Mission PRO-DCE, ACT, DET, AOR et missions complémentaires (EXE OPC, demandes de branchements concessionnaires, étude des coûts d'exploitation, de surveillance et de maintenance, analyses en coût global de l'ouvrage et étude d'un système de gestion, urbanisme tactique et prototypage) pour le reste des phases de la coulée verte.

2.3 Classification CPV pertinente (vocabulaire commun pour les marchés publics)

Numéro de nomenclature communautaire se rapprochant le plus des prestations objet du présent marché (nomenclature CPV) :

71221000-3 : Service d'architecture pour les bâtiments

2.4 Délai d'exécution et durée du marché

La mission du maître d'œuvre débute à la notification du présent marché et prend fin à la fin de la garantie de parfait achèvement des travaux exécutés pour permettre la réalisation du projet objet du marché et levée de toutes les réserves.

Les délais d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre sont estimés à 9 ans à compter de la notification du marché.

La date prévisionnelle de début des prestations est fixée à novembre 2025.

2.5 Allotissement

Aucun allotissement n'est prévu dans la mesure où aucune prestation distincte n'est présente dans le cadre de ce marché.

2.6 Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations du présent marché est la commune de Pessac.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 Étendue de la consultation et mode de passation

Le marché public envisagé est un marché de maîtrise d'œuvre au sens de l'article L. 2431-1 du code de la Commande publique.

La procédure de consultation retenue pour la passation de ce contrat est celle du dialogue compétitif, soumise aux dispositions des articles L. 2124-4, R. 2124-3, R. 2124-5, R. 2161-24 à 31 du Code de la commande publique.

La consultation se déroulera donc en 2 phases :

- Une phase « candidatures », avec avis d'appel public à la concurrence complété du présent règlement de consultation. Le nombre de candidats admis par la suite à dialoguer est limité à 3. A ce stade aucune offre ne doit être remise. Seuls les candidats

admis à dialoguer et remettre une offre se verront communiquer le dossier de consultation complet et recevront une invitation à participer au dialogue.

- Une phase « offres », de dialogue, avec la consultation des 3 candidats retenus, au cours de trois phases de dialogue et *in fine* la sélection de l'offre finale économiquement la plus avantageuse, appréciée en fonction des critères énoncés à l'article 6 du présent règlement de consultation.

La présente consultation se déroulant sous la forme d'un dialogue compétitif, il est rappelé que les éléments relatifs à l'offre sont indicatifs et sont susceptibles d'évoluer lors de la ou des phase(s) de dialogue.

Les éléments de programme seront affinés en cours de dialogue pour aboutir à l'élaboration d'un programme définitif en sortie de procédure.

3.2 Transmission du dossier de consultation des entreprises

Le Dossier de Consultation des Entreprises est disponible au lien suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Il est conseillé aux candidats qui retireront un dossier de consultation de s'authentifier sur le site et d'indiquer le nom, la personne physique chargée du dossier et son adresse électronique valide, leur adresse postale, un numéro de téléphone et de télécopie afin que la personne publique puisse leur fournir les questions posées, le cas échéant, et les réponses données tout au long de la procédure, les modifications et précisions apportées au dossier de consultation.

Aucune indemnisation ne sera due, et aucune réclamation ne sera acceptée, en raison du caractère éventuellement incomplet, inexact ou erroné de certaines données du Dossier de Consultation.

Pareillement, nonobstant les conditions de versement de la prime telles que décrites au sein de l'article 3.7 du règlement, aucune indemnisation ne sera due aux candidats si la procédure devait être déclarée sans suite.

Les informations et études jointes en annexe sont fournies à titre indicatif et ne pourront en aucun cas engager la responsabilité de la personne publique. A cet égard, les candidats peuvent s'assurer sur le terrain des données fournies au dossier de consultation des entreprises, lesquelles ne sauraient entraîner la responsabilité de la personne publique ni fonder une quelconque demande d'annulation du contrat.

3.3 Visite facultative

Une visite des installations est organisée par l'acheteur le 29 novembre 2024 après-midi.

Les inscriptions se feront via le lien suivant <https://framaforms.org/visites-du-site-de-pessac-consultation-internationale-quartiers-de-demain-1731005874> et le candidat recevra toutes les informations pratiques via ce formulaire.

Les candidats souhaitant participer à cette visite facultative doivent en informer au préalable l'acheteur par l'envoi d'un courriel sur la plateforme de dématérialisation.

La visite sera une présentation neutre du site aux candidats.

Il ne sera répondu qu'aux seules questions écrites transmises par le biais de la plateforme de dématérialisation. Les réponses aux questions écrites seront publiées sur la plateforme de dématérialisation dans les conditions décrites au sein des articles 3.4 et 3.5 du présent RC.

Un compte-rendu de la visite sera mis en ligne sur la plateforme de dématérialisation.

Une attestation de visite sera transmise par l'Acheteur via la plateforme de dématérialisation aux entreprises présentes lors de la visite facultative et pourra être remise le cas échéant dans le cadre de la candidature.

3.4 Renseignements complémentaires de la part des candidats

Pour obtenir tout renseignement complémentaire sur le Dossier de consultation des Entreprises, les candidats devront faire parvenir une demande de renseignements complémentaires 10 jours calendaires au moins avant la date limite de remise des candidatures ou des offres.

Les demandes de renseignements complémentaires devront être adressées par le biais du profil acheteur, aux coordonnées précisées à l'Article 1.1 du présent règlement de la consultation, ou via la plateforme dématérialisée de publication du Dossier de consultation des Entreprises.

Les réponses que la personne publique apportera dans un délai de 6 jour calendaire, le cas échéant, à ces demandes de renseignements complémentaires, une fois rendues anonymes, seront transmises simultanément à chacun des candidats.

Les réponses aux questions ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés sur la plate-forme de dématérialisation lors du retrait du dossier, à l'adresse indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse. La responsabilité de l'acheteur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

Ces renseignements complémentaires font partie intégrante du Dossier de Consultation des Entreprises. Ils ont la même valeur que les informations qu'ils modifient au sein des pièces du DCE.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures ou des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.5 Modifications de détail au dossier de consultation de la part du Pouvoir adjudicateur

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des candidatures ou des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Si ces modifications sont substantielles, la date limite de dépôt des candidatures initiale ou des offres sera reportée pour tenir compte de ces modifications pour permettre aux candidats de déposer un pli sur la base du Dossier de consultation des entreprises modifié.

A titre d'exemple, a priori, ne sont pas considérées comme des modifications substantielles au sens du présent article, les informations complémentaires en réponse aux questions des candidats, les informations tendant à répondre à d'éventuelles contradictions ou difficultés d'interprétation entre les documents du Dossier de Consultation des Entreprises.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié. Ces modifications font parties intégrantes du Dossier de consultation des entreprises. Elles ont la même valeur que les informations qu'ils modifient.

Les candidats identifiés sont informés du report de la date limite de remise des plis par le biais de la plateforme de dématérialisation, à l'adresse indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse. La responsabilité de l'acheteur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures ou des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 9 mois ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres finales.

3.7 Prime participation dialogue

Il est prévu d'attribuer une prime aux participants au dialogue. Cette prime d'un montant de 125.000 € HT soit 150.000 € TTC sera allouée aux participants ayant remis une offre conforme au présent règlement (une offre ni irrégulière, ni inacceptable, ni inappropriée). Le paiement de l'indemnité s'effectuera en trois phases distinctes : le premier versement (30 %) interviendra après l'étape de diagnostic, le second de 25% après la seconde étape du dialogue et le solde (45%) après de la dernière commission de dialogue.

Cette prime peut être supprimée ou diminuée sur le dernier versement dans le cas où le candidat n'aurait pas remis des prestations conformes au présent règlement, et plus particulièrement dans les cas suivants :

- Suppression de la prime :
 - absence de remise d'offre ou offre remise hors délai,
 - absence de venue à l'une des réunions de commission de dialogue,
 - entente manifeste entre les équipes admises à concourir,
 - offre inacceptable au sens de l'article L. 2152-3 du code de la commande publique,
 - offre inappropriée au sens de l'article L2152-4 du code de la commande publique,
- Réduction de la prime :
 - prestations incomplètes au regard du contenu de l'offre
 - prestations de qualité jugée insuffisante

- déclaration sans suite pour motif d'intérêt général accompagnée d'élément de nature à justifier une réduction du montant de la prime

La rémunération du titulaire du marché public tiendra compte de la prime qui lui a été versée pour sa participation à la procédure. Celle-ci sera déduite du montant de sa rémunération.

3.8 Variantes

L'acheteur n'exige pas la présentation de variantes obligatoires et les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes à leur initiative.

ARTICLE 4 : CONDUITE DU DIALOGUE COMPÉTITIF

4.1 Conditions générales de la procédure du dialogue compétitif

Dans le cadre du dialogue, les discussions seront menées dans des conditions de stricte égalité des candidats et du respect des principes fondamentaux de la commande publique. Tous les candidats disposeront du même niveau d'information. Le degré de détail des documents à présenter, les délais de convocation aux auditions et la durée des auditions seront les mêmes pour tous les candidats.

4.2 Déroulement du dialogue compétitif

4.2.1 Sélection des candidatures

Les candidats admis à participer au dialogue seront choisis sur la base des critères de sélection des candidatures indiqués dans le présent règlement de consultation de la phase candidature (Article 6.1 du présent règlement.).

Un rapport d'analyse des candidatures avec avis motivé sur la liste des candidats admis à participer au dialogue sera dressé.

Préalablement à l'établissement de la liste des candidats admis à participer au dialogue et à remettre une offre, à partir des critères énoncés à l'article 6.1 du règlement de la consultation l'acheteur procédera à la vérification de la complétude des plis remis au stade des candidatures.

4.2.2. Modalités du dialogue

La procédure de dialogue compétitif est régie par les principes suivants :

- Liberté d'accès ;
- Egalité de traitement des candidats : la personne publique ne donnera en aucun cas à certains candidats des informations susceptibles de les avantager par rapport à d'autres ;
- Respect du secret des affaires, du secret du commerce et de l'industrie et du secret de fabrication : la personne publique ne peut, notamment, révéler aux autres candidats des solutions proposées ou des informations confidentielles communiquées par un candidat sans l'accord de ce dernier ;

- Objectivité et transparence : le même niveau d'information sera donné à tous les candidats.

L'acheteur invite, simultanément et par écrit, par le biais de la plateforme de dématérialisation, les 3 candidats admis à participer au dialogue. Il leur adresse dans le même temps un dossier complet de consultation des entreprises (DCE) phase offre.

Le DCE (phase offre) est composé de :

- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Acte d'engagement et ses annexes
- Dossier de site - Préprogramme
- Diagnostic et plan guide Atelier Ruelle
- Plans, coupes, façades de la Tour 08
- Plan topographique
- Plan cadastral
- Plans des réseaux
- Diagnostics techniques
- Diagnostic PEMD (Tour 08)

Cette liste pourra être complétée au cours du dialogue compétitif par l'acheteur.

Le dialogue compétitif a pour objet d'identifier et de définir des moyens propres à satisfaire les besoins de l'acheteur.

Pour mener à bien ce dialogue, une commission de dialogue a été constituée dont la composition répond aux enjeux du projet. Présidée par l' élu représentant de la maîtrise d'ouvrage, la commission de dialogue est composée de :

- 7 à 9 représentants de la maîtrise d'ouvrage et personnes désignées par la maîtrise d'ouvrage
- 5 représentants de l'État, dont 2 membres désignés par le DGALN, 2 membres désignés par le DGPA et le préfet de département,
- 6 personnalités qualifiées, représentantes de la profession de la maîtrise d'œuvre dont les noms seront définis par l'acheteur avec l'appui du GIP EPAU, dont un représentant du GIP EPAU
- 2 habitants, usagers ou utilisateurs qui seront issus d'une instance de jury citoyen tel que défini avec l'appui du GIP EPAU.

Le dialogue compétitif peut donner lieu à un ou plusieurs tours d'auditions. A ce stade, l'acheteur estime que 3 tours d'audition successifs seront probablement nécessaires. Cependant, il ne s'agit qu'une estimation et l'acheteur pourra prévoir plus ou moins de 3 tours

d'audition dans le cadre de la présente procédure. Les étapes du dialogue seront notamment les suivantes :

- **Un premier tour visant à établir un diagnostic**, dont une première appréhension est donnée dans la fiche annexée au RC. Cette étape débutera par une rencontre des acteurs et partenaires impliqués sur le site ainsi que par un travail de terrain des candidats impliquant habitants, utilisateurs et usagers des sites : **les résidences** (2 jours). Un assistant à maîtrise d'ouvrage « participation » animera ces résidences et en réalisera la synthèse. Cette étape permettra aux maîtres d'ouvrage de préciser leurs attentes et aux équipes de poser leurs questions sur la base du dossier de consultation qui leur aura été remis. A la fin de cette étape, les candidats seront invités à remettre une première analyse du site et des objectifs de projet. Une première audition des candidats sera réalisée à cette étape en présence de la commission de dialogue. A ce stade, les candidats seront reçus collectivement.
- **Un second tour au cours duquel les candidats seront invités à travailler individuellement sur de premières pistes de solutions** susceptibles de répondre aux besoins du maître d'ouvrage. Au cours de cette phase, aura lieu **la manufacture du quartier** : des ateliers seront réalisés avec l'objectif d'impliquer toutes les parties prenantes du projet, pour tester des hypothèses de programmation sur la base du questionnement de chaque candidat. La commission de dialogue recevra les candidats séparément à l'issue de ce tour.
- **Un dernier tour qui permettra aux candidats de concevoir leur projet**. La commission de dialogue recevra les candidats séparément à l'issue de ce tour pour qu'ils puissent présenter leur travail avant la transmission de l'invitation à remettre une offre finale.

Tout au long du dialogue, sera respectée la confidentialité des propositions et du dialogue, ainsi que la propriété intellectuelle et le savoir-faire sous toutes leurs formes, y compris les innovations financières ou contractuelles. Toute mutualisation des innovations, des idées originales et, *a fortiori*, d'éléments de propriété intellectuelle, est bannie, sauf en cas d'accord express du candidat concerné, dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les réunions des commissions de dialogue auront ainsi pour objet de discuter avec les candidats de tous les aspects du marché et notamment :

- De permettre à chaque candidat de présenter et le cas échéant, de clarifier ses propositions et éventuellement d'identifier les éventuelles évolutions de tout document du dossier de consultation (notamment CCAP, CCTP...);
- De répondre aux questions des candidats ;

Les candidats seront convoqués aux réunions via la plate-forme de dématérialisation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Cette convocation indiquera l'heure de passage et le lieu de tenue de la réunion et mentionnera l'ordre du jour et les modalités du déroulement de chaque commission de dialogue, ainsi que l'ordre du jour.

Les commissions de dialogue se dérouleront en langue française. Chaque commission de dialogue donnera lieu à un compte-rendu qui sera transmis individuellement aux équipes, dans

le respect des principaux fondamentaux de la commande publique et notamment le principe d'égalité de traitement des candidats.

Ainsi, chaque soumissionnaire sera entendu dans des conditions de stricte égalité. La personne publique ne pourra donner à certains soumissionnaires des informations susceptibles de les avantager par rapport à d'autres, de même qu'elle ne pourra révéler aux autres soumissionnaires des solutions proposées ou des informations confidentielles communiquées par un soumissionnaire dans le cadre de la discussion sans l'accord de celui-ci.

Les auditions auront une durée de 2 heures/jours maximum, qui sera précisée dans les convocations et sera strictement égale pour tous les candidats.

Les auditions auront lieu en présentiel à Pessac ou le cas échéant en distanciel

Les séances de dialogue se dérouleront en langue française et feront l'objet d'un compte-rendu transmis via la plateforme de dématérialisation PLACE.

4.2.3. Clôture du dialogue et remise des offres finales

Lorsqu'il estimera que les discussions avec les candidats lui ont permis d'identifier la solution lui permettant de répondre aux besoins des maîtres d'ouvrage, l'acheteur mettra un terme au dialogue en informant via la plateforme de dématérialisation les candidats qui ont participé à toutes les phases de la consultation et leur communiquera le DCE version offre finale dans les conditions ci-après mentionnées.

L'acheteur invitera alors les candidats à remettre leur offre finale sur la base de la solution(s) présentée et spécifiée au cours du dialogue, dans un délai qui ne pourra être inférieur à quinze jours.

La lettre d'invitation précisera les modalités de présentation et de remise de l'offre finale. Cette invitation comprend notamment la date limite et les modalités de remise des offres, ainsi que la mise à disposition des documents finaux de la consultation. Un acte d'engagement et le cas échéant tout document du dossier de la consultation établi sur la base des échanges qui auront eu lieu pendant le dialogue, sera également remis par l'acheteur aux candidats admis à remettre une offre finale.

Des précisions, clarifications, perfectionnements ou compléments peuvent être demandés aux candidats sur leur offre finale. Cependant, ces demandes ne peuvent avoir pour effet de modifier des éléments fondamentaux de l'offre finale, dont la variation est susceptible de fausser la concurrence ou d'avoir un effet discriminatoire.

La lettre d'invitation à remettre l'offre finale ci-avant mentionnée comporte la date et l'heure limites de réception.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus avant la date et l'heure limites ainsi communiquées. Les plis qui sont reçus ou remis après la date et l'heure limites sont considérés comme « hors délai » et ne sont pas ouverts. Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

Au terme du dialogue, les offres finales irrégulières, inacceptables et inappropriées sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

4.2.4. Mise au point des composantes du marché

Sur la base des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement, l'acheteur attribue leur marché au candidat qu'il juge avoir remis l'offre finale économiquement la plus avantageuse.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de procéder avec le candidat retenu à une mise au point des composantes du marché sans que cette mise au point ne puisse remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre ou du marché public dont la variation est susceptible de fausser la concurrence ou d'avoir un effet discriminatoire.

L'acheteur notifiera aux candidats évincés le rejet de leur Offre Finale, en leur précisant les motifs de ce rejet, conformément à l'article R.2181-3 du CCP. Il répondra, le cas échéant, aux demandes de clarifications des candidats non retenus (article R.2181-4 du CCP).

L'acheteur pourrait ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

4.3. Calendrier prévisionnel de la procédure

La présente procédure se déroulera sur une durée prévisionnelle de 12 mois.

Le calendrier suivant est donné à titre indicatif seulement, et l'acheteur se réserve le droit de le modifier au cours de la procédure de dialogue. Notamment, le nombre de tour de dialogue pourra varier pour permettre l'émergence de la solution permettant de répondre au besoin.

- Date limite de remise des candidatures : date figurant sur la page de garde du présent RC
- Transmission des courriers de rejet ou d'invitation à participer au dialogue aux candidats admis à présenter une offre en janvier 2025
- Résidences d'immersion des équipes sur les sites en mars 2025 en vue de l'établissement de leur diagnostic
- Réunion en vue de la présentation des diagnostics des équipes en avril 2025
- Instance de travail des équipes sur la conception et la programmation en lien avec les habitants et les acteurs : les Manufactures locales en mai 2025
- Réunion de la commission de dialogue en vue de la présentation des scénarios des équipes en juillet 2025
- Réunion de la commission de dialogue en vue de la présentation des projets des équipes en octobre 2025
- Clôture de la phase de dialogue et transmission de l'invitation à remettre une offre finale (octobre 2025)
- Réception des offres finales (novembre 2025)
- Attribution par la Commission d'Appel d'Offres de l'Acheteur (novembre 2025)

Les dates effectives de l'ensemble de ces étapes seront communiquées lors des convocations aux différentes étapes de dialogue de la procédure. Par ailleurs, le nombre de tour de dialogue peut évoluer au cours de la procédure.

4.4. Autres implications de la participation du programme Quartier de Demain

4.4.1. Calendrier des réunions à portée nationale

Des réunions transverses au programme seront organisées au plan national par le GIP EPAU. Ces réunions sont au nombre de 2. Elles visent à alimenter la réflexion des candidats et des maîtres d'ouvrage en réunissant les 30 candidats sélectionnés sur les 10 sites des collectivités participantes à ce programme et bénéficiant d'un financement du GIP EPAU en traitant de thématiques transversales. Le calendrier de ces rencontres est le suivant :

- La Rencontre nationale du programme *Quartiers de Demain* qui fera office de lancement du programme, une fois les 3 candidats sélectionnées en février 2025 dans chacune des collectivités participantes à ce programme et bénéficiant d'un financement du GIP EPAU. Les équipes participeront à cette rencontre.
- La Manufacture nationale qui aura pour objet d'échanger sur la transformation des quartiers politique de la ville et le renouveau des méthodes de programmation et conception, dans le respect de la propriété intellectuelle et du secret des affaires et des principes de la commande publique, est envisagée en juin 2025. Les candidats y seront sollicités pour participer à des groupes de travail et de réflexion, en contribuant par l'apport de questionnements, de références et des premières leçons qu'elles tirent de leur travail en termes d'objets et de méthodes.

Cette phase est une partie intellectuelle permettant d'alimenter un programme national de recherche caractéristique du groupement d'intérêt public Europe des projets architecturaux et urbains mais ne sera pas prise en compte dans la notation des offres du présent dialogue compétitif. Il ne sera pas rémunéré par le présent marché mais est couvert par l'indemnité prévue dans le cadre du dialogue compétitif. Cette phase n'est pas rémunérée et ne peut faire l'objet d'aucune demande d'indemnisation. L'absence de participation à cette phase pourra conduire à la réduction de la prime de participations au dialogue compétitif dans les conditions mentionnées à l'article 3.7 du RC.

Les candidats seront associés à la préparation d'une exposition nationale à la Cité de l'architecture et du patrimoine à l'issue du dialogue, à l'occasion de laquelle elles seront interrogées sur les enseignements qu'elles tirent de leur travail de conception et de la méthode déployée tout au long du dialogue compétitif.

4.4.2. Valorisation des travaux des candidats

La consultation internationale Quartiers de demain fera l'objet d'une valorisation à travers une série d'outils d'information et de communication. Le présent projet est concerné par cette consultation internationale. Ainsi, les travaux des candidats participant à la présente consultation feront l'objet d'une exposition locale organisée par l'acheteur bénéficiant du financement du GIP EPAU, et d'une exposition nationale organisée par le GIP EPAU avec la Cité de l'architecture et du patrimoine à laquelle participeront les différents maîtres d'ouvrage de la consultation international Quartiers de demain. Ces expositions feront l'objet de publications. En sus, une fois le dialogue compétitif terminé, les contenus ainsi mis à disposition de la consultation Quartiers de demain par les soumissionnaires pourront alimenter les réseaux sociaux et au-delà, un livre et/ou un documentaire audiovisuel dressant le bilan de cette démarche.

C'est pourquoi, en tant que participants à la consultation, les candidats pourront être amenés à fournir des éléments visuels d'illustration de leurs projets (plans, élévations, visuels...). Les candidats sont également informés qu'ils pourront être sollicités pour répondre à des entretiens - enregistrés ou filmés - destinés à présenter et à valoriser les projets élaborés dans le cadre de cette consultation, à en décrire le contenu et à en souligner la qualité architecturale et que les soutenances orales de la consultation pourront faire l'objet d'enregistrements filmés.

Dans tous les cas, l'exploitation éventuelle de ces visuels et de ces contenus se fera dans le respect de la confidentialité de la consultation et du dialogue compétitif qui lui est associé ainsi que du secret des affaires. Les contenus ne seront donc pas utilisés et rendus publics (sauf accord particulier avec les soumissionnaires) qu'après la désignation des projets lauréats.

Les candidats devront indiquer expressément quels sont les éléments couverts par le secret des affaires.

Les documents élaborés, sous réserve du secret des affaires, par les équipes pluridisciplinaires au cours de la consultation sont donc susceptibles d'être diffusés et reproduits dans le cadre de tout élément de communication et de valorisation, notamment dans la perspective d'expositions et de publications. De ce fait, les équipes concèdent, à titre non exclusif et pour une durée de 10 ans, à l'acheteur et au GIP EPAU le droit d'utiliser ou de faire utiliser les images et/ou éléments de communication produits dans le cadre du dialogue, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes. Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du dialogue et pour la France. Dans l'hypothèse d'une publication sur internet, les droits sont concédés pour le monde entier.

ARTICLE 5 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Tous les documents des candidats et des soumissionnaires seront rédigés en langue française. Dans le cas contraire, ces documents doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme aux originaux des documents rédigés dans une autre langue, par un traducteur assermenté.

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

Le dossier à remettre par chaque candidat individuel ou chaque groupement d'entreprise souhaitant soumissionner doit comprendre les pièces suivantes

5.1 Pièces de candidature

5.1.1 Pièces pour l'admission

Pièces obligatoires

Chaque opérateur économique, qu'il se présente seul ou en groupement, produit à l'appui de sa candidature, dans les conditions des articles R. 2143-3 et R. 2143-4 du code de la commande publique, les documents suivants :

* Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession :

- Lettre de candidature - faisant également office, conformément à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique, de déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (DC1 ou équivalent téléchargeable à l'adresse internet suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ; la version du DC1 à utiliser est celle de la DAJ mise à jour le 01/04/2019 ou le Document Unique de Marché Européen : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>). En cas de candidature groupée, ce document est commun à l'ensemble des membres du groupement.
- En vertu de la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales, le procès-verbal de la réunion du comité social et économique consacrée à l'examen du rapport et du programme mentionnés à l'article L. 2312-27 du code du travail. Cette pièce n'est cependant obligatoire que si le comité social et économique précité est mis en place, obligation légale pour les entreprises de plus de 11 salariés, au plus tard au 31 décembre 2019,

*Au titre de la capacité technique et professionnelle du candidat :

- Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur peut indiquer que les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
- Le candidat devra, en outre, présenter 5 références dont 2 au moins portées par le mandataire, au moyen d'une image et d'un texte de 500 signes par référence mentionnant le site de projet, son maître d'ouvrage, le membre de l'équipe porteur de la référence et la raison pour laquelle l'équipe mobilise cette référence. Le candidat peut transmettre davantage de références s'il le souhaite.
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Pour les marchés publics de travaux, de services ou pour les marchés publics de fournitures comportant également des travaux de pose et d'installation ou des prestations de services, l'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public ;

* Au titre de la capacité économique et financière du candidat :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles
- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents
- Le cas échéant, l'attestation de visite du site objet de la consultation signée par un des représentants de la maîtrise d'ouvrage pour le site considéré. **La date de visite prévue est la suivante : 29 novembre 2024 après-midi**

Pièces facultatives (ces pièces ne seront pas prises en compte dans le cadre de l'analyse des candidatures) :

Les candidats qui le souhaitent sont invités, afin d'éclairer leur candidature, à présenter une note d'intention de manière créative et innovante rassemblant les documents demandés sur un document libre en format A0. Ce document, composé librement par les équipes, pourra prendre la forme de représentations schématiques, diagrammes, photos, matrices.... Ce dossier pourra comporter les éléments suivants :

- Un court texte présentant l'ambition de l'équipe et la compréhension des enjeux relatifs aux quartiers prioritaires de la politique de la ville
- Les 4 défis principaux que l'équipe souhaite relever à travers le projet
- La présentation des méthodes et outils habituellement développés par l'équipe en conception, notamment vis-à-vis des objectifs de participation du programme.
- Un organigramme présentant nommément les intervenants de l'équipe, la répartition des compétences entre eux, et les modalités d'organisation interne de celle-ci

Ce marché peut faire l'objet d'une réponse soit par un candidat individuel, soit sous forme d'un groupement d'entreprises conjointes ou solidaires, avec un mandataire du groupement.

En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement et son mandataire devront être présentés lors de la remise de l'enveloppe contenant la candidature.

Pour justifier de ses capacités économiques et financières et de ses capacités techniques et professionnelles, chaque opérateur économique, se présentant seul ou en groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et le candidat (cotraitance ou sous-traitance).

Dans ce cas, le candidat justifie des capacités de cet opérateur économique en produisant, pour ce qui le concerne et comme préalablement indiqués les mêmes documents que ceux exigés des candidats (ci-avant mentionnés) et de la preuve qu'il disposera des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché public en produisant un engagement écrit de sa part.

Il est précisé qu'en cas de groupement conjoint, la forme souhaitée est un groupement conjoint avec mandataire solidaire : si l'attributaire est un groupement d'une forme différente, il devra assurer sa transformation pour se conformer à cette demande de l'acheteur.

Un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement pour un ou plusieurs lots de la présente consultation.

Un même opérateur peut se présenter en qualité de membre co-traitant déclaré de maximum 5 groupements, à condition de n'être mandataire d'aucun groupement.

Pour toute modification de la composition du groupement entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché pour chacun des lots, il sera fait application des dispositions de l'article R.2143.26 l'article L.2142-1 à 27 et R. 2143-1 du CCP.

5.2 Pièces de l'offre : contenu des propositions, puis des offres finales

Dans le cadre du dialogue, les documents rendus lors des phases intermédiaire du dialogue sont décrits dans la fiche de site annexé au présent RC.

A l'issue du dialogue, chaque candidat devra transmettre dans le cadre des offres finales les documents suivants :

- Une maquette-coupe de 1,50 m x 1,50 m dont l'échelle sera définie en fonction du projet, les modalités de réalisation de la maquette étant laissées au libre arbitre de l'équipe. Cette maquette sera remise dans une boîte permettant son transport.
- Des panneaux et textes présentant le projet proposé et sa contribution à la transition des quartiers prioritaires de la politique de la ville, dont le détail sera décrit ultérieurement dans la phase offre (les informations seront transmises lors du dialogue).
- La décomposition du prix global et forfaitaire.
- Le mémoire technique du candidat présentant :
 - les moyens humains mobilisés pour l'exécution du contrat et l'organisation des équipes (y compris organigramme) ;
 - la méthodologie du candidat ...
- Le planning envisagé pour la réalisation des études et des travaux

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES PUIS DES OFFRES

6.1 Candidatures / Offres transmises par voie électronique

En application des articles L. 2132-2 et R. 2132-7 du code de la commande publique, la transmission des plis par voie électronique est obligatoire via la plate-forme PLACE sur le site internet suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Toute candidature ou offre sous format papier sera automatiquement rejetée (l'exception de la copie de sauvegarde prévue à l'article R. 2132-11 du code de la commande publique susvisé).

Les plis reçus après la date limite de remise des candidatures telles que fixées sur la page de garde du présent document, est considérée comme remise « hors délai » et ne sera pas ouverte.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

La signature des documents transmis par les candidats puis les soumissionnaires n'est pas obligatoire. L'acheteur ne l'exige pas.

Toutefois, les candidats peuvent décider de signer les documents de leur candidature et de leur offre. Dans ce cas, conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature qualifiée, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>) ou de l'Union Européenne (<https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Attention, un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique. Il ne sert donc à rien de signer les pièces du marché de façon manuscrite et de scanner ces pièces ensuite.

6.2 Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ou sur support papier.

Cette copie est transmise à l'adresse ci-dessous, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde, ne pas ouvrir par le service courrier », l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise :

Commune de Pessac ; Place de la Ve République ; 33604 Pessac

Les candidats sont invités à privilégier l'envoi par voie postale ou transporteur.

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde (NOR : ECOM1831545A).

ARTICLE 7 : ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 Examen des candidatures

Les candidats admis à participer au dialogue seront sélectionnés sur la base des critères suivants :

Capacité technique et professionnelle - 90% :

- Au regard des compétences et/ou qualifications du candidat pour la réalisation de l'opération : 45%
- Au regard de la pertinence des références fournies telles que demandées à l'article 4.1.1 du présent document : 45 %

Capacité économique et financière examinée au regard de la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles, telle que demandée : 10%

Cette phase donne lieu à un classement des candidatures. Les trois candidats arrivés en tête seront invités à participer au dialogue compétitif. Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidatures est inférieur à trois, le pouvoir adjudicateur pourra continuer la procédure avec les seuls candidats sélectionnés.

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

A la suite de l'analyse des candidatures, selon les critères fixés au sein du présent article du règlement, l'acheteur conformément à l'article R. 2144-5 du Code de la commande publique, l'acheteur limitant le nombre de candidat admis à poursuivre la procédure de dialogue, procède aux vérifications mentionnées aux articles R. 2144-1, R. 2144-3 et R. 2144-4 au plus tard avant l'envoi de l'invitation à participer au dialogue.

Pour ce faire, la production des documents et informations ci-après listés sera exigée des trois candidats les mieux classés à la suite de l'analyse des candidatures ci-dessus mentionnée :

Pour justifier du respect de l'article L. 2141-2 du CCP, les 3 candidats les mieux classés à la suite de l'analyse des candidatures devront produire un certificat délivré par les administrations

et organismes compétents (arrêté NOR ECOM1830220A du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

En ce qui concerne les impôts, taxes et cotisations sociales pour lesquels la délivrance d'un certificat n'est pas prévue par l'arrêté mentionné ci-dessus, le candidat fait, sous sa propre responsabilité, une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée.

L'attributaire pressenti établi dans un État membre de l'union européenne autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.

Pour les impôts, taxes et cotisations sociales pour lesquels il n'est pas délivré de certificat, il produit une attestation sur l'honneur, selon les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-dessus pour le candidat établi en France.

Le candidat établi dans un pays tiers doit, pour les impôts, taxes et cotisations sociales ne donnant pas lieu, dans ledit pays, à la délivrance d'un certificat par les administrations et organismes de ce pays, produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative de ce pays. Les certificats délivrés dans une langue étrangère doivent faire l'objet d'une traduction en langue française.

Le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail.

L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L. 3123-3 du CCP, la production d'un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion.

Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés précédemment, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Les candidats devront joindre une traduction en français aux documents rédigés dans une autre langue qu'ils remettent en application du présent article.

Lorsqu'il est demandé à un candidat de fournir un certificat, une attestation ou tout autre document prouvant qu'une exigence a été satisfaite, l'acheteur accepte tout document équivalent d'un autre État membre de l'Union européenne. Il n'est pas imposé la fourniture de documents sous forme d'original, de copie certifiée conforme ou de traduction certifiée.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à

disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Le contrat sera ensuite signé et notifié au Titulaire du contrat, avant tout commencement d'exécution.

En application des articles L. 2141-1 à L. 2141-6 et L. 2141-12 du Code de la commande publique, le candidat qui est interdit de soumissionner à un marché public sera exclu de la procédure de passation

Une fois les candidats sélectionnés, l'acheteur informe les autres candidats du rejet de leur candidature et communique aux candidats retenus l'invitation à participer au dialogue.

7.2 Jugement des offres finales

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement, effectué sur la base des critères de sélection suivants selon la pondération suivante :

- Critère Prix évalués à partir de la Décomposition du prix global et forfaitaire : **30 points**
- Critère Valeur Technique portant sur le parti urbain et architectural, la qualité de la réponse au programme et l'innovation des propositions techniques et environnementales du projet : **44 points** décomposés comme suit :
Il sera évalué à travers :
 - L'insertion urbaine et/ou paysagère du projet et la résolution des contraintes du site : **11 points**
 - la fonctionnalité et la qualité d'usage du projet des différentes parties du projet : **11 points**
 - la cohérence, la sobriété des solutions techniques et environnementales proposées pour répondre aux enjeux du développement durable : **11 points**
 - les garanties apportées en matière de pérennité du projet dans le temps (gestion, exploitation) : **11 points**
- Critère « Valeur sociale » portant sur les propositions en matière de co-construction et d'innovation méthodologique pour intégrer les habitants et les usagers au cours des phases de conception et de réalisation du projet : **15 points**
- La cohérence de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux : **11 points**

Pour le prix de la prestation :

Le prix est analysé selon la méthode suivante :

Note du candidat = (prix le plus bas/prix du candidat) X 30%

ARTICLE 8 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent, à savoir :

Tribunal administratif Bordeaux

28 RUE LABOTTIERE 33000 Bordeaux

greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

05 56 99 38 00